



Septembre 2017

Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie relative au projet de déploiement des compteurs évolués de gaz naturel des gestionnaires de réseaux de distribution REGAZ Bordeaux et GEG

Comme elle l'a fait dans le cadre du projet de déploiement des compteurs communicants pour GRDF, la CRE consulte l'ensemble des acteurs du marché pour recueillir leurs avis sur les apports prévisibles de ces projets de comptage évolué et leur traitement tarifaire, d'une part, et, d'autre part, sur l'opportunité du lancement du déploiement généralisé.

A l'issue de la consultation publique, la CRE prendra une délibération pour proposer, aux ministres chargés de l'énergie et de la consommation, la validation des demandes de déploiement généralisé émises par chacun de ces deux gestionnaires de réseau.

Une délibération tarifaire de la CRE précisera ensuite le cadre de régulation spécifique au projet de comptage évolué, prenant en compte les coûts et les gains prévisionnels dans le tarif de l'opérateur.

1 – ETUDE TECHNICO – ECONOMIQUE :

Q.1

Êtes-vous favorable à l'utilisation des mêmes hypothèses que celles retenues dans l'étude technico-économique du projet Gazpar ? Sinon, que proposez-vous ?

Le projet de GEG présente des proximités fortes avec le projet GAZPAR, dans le choix des infrastructures techniques et l'approche globale du déploiement, même si évidemment des effets de taille et de calendrier créent des différences. C'est une volonté de GEG de favoriser autant que possible les synergies avec l'opérateur national. Depuis le début des échanges avec la CRE, GEG a souhaité que l'approche méthodologique soit la même que celle adoptée dans le projet GAZPAR. On adhère aussi à l'application des mêmes taux d'économie d'énergie (1,5%) et d'actualisation (0,25% réel avant impôt).

En revanche, compte tenu des spécificités et risques portés par GEG en tant que ELD qui ont été défendues tout au long des discussions avec la CRE, il est légitime que le taux de rémunération demandé (5,75%) soit majoré par rapport au taux de GRDF (5%), ce qui malheureusement n'est pas cohérent avec le taux de rémunération de 4,75% évoqué en page 20, appliqué aux charges de capital.

Q.5

Avez-vous des remarques sur la solution technique et le calendrier de déploiement envisagés par GEG ?

La maîtrise du calendrier de déploiement notamment les premières années (avant 2020) porte des incertitudes fortes car dépendantes de contraintes exogènes :

- La disponibilité aux spécifications attendues et à un coût acceptable des compteurs gaz et électricité sécurisés (ie avec le niveau de sécurité de cryptage ad hoc), dans la mesure où la pose est mixte et synchronisée. Nous n'avons à ce stade que peu de visibilité sur ce critère structurant.
- Le fonctionnement de bout en bout de la chaîne communicante, y compris jusqu'à l'outil de facturation. Des développements informatiques spécifiques sont nécessaires et ne maîtrisons pas à stade complètement les plannings de livraison.

Les pilotes techniques, programmés en 2017 et 2018 ont pour objet de réduire les incertitudes sur le déploiement généralisé. Ils peuvent aussi être l'occasion, en fonction du retour d'expérience, d'ajuster les volumes déployés jusqu'à 2020.

A noter que le déploiement de GEG est soumis à un GO/NOGO du conseil d'administration de GEG qu'on imagine positionner début 2018, après retour d'expérience de la phase pilote de 2017, démarrant avec la pose de compteurs électricité et gaz en octobre 2017. L'approbation finale du projet de déploiement de GEG par les ministères compétents, ne saurait intervenir avant ce jalon décisionnel interne de GEG.

Q.6

Avez-vous des remarques sur la valeur économique du projet de GEG et les ajustements que la CRE envisage de retenir ?

La CRE a retenu un accès aux matériels (compteurs, modules radio et concentrateurs) au même coût que GRDF. C'est une hypothèse à stade dont il faudra obtenir des garanties des constructeurs, sans quoi le modèle d'affaires ne produirait pas les mêmes résultats.

Fatalement le projet de GEG porte des surcoûts par rapport au projet GAZPAR, par un effet d'échelle aisé à comprendre et impossible à compenser : sur les SI (CAPEX et OPEX) et sur les coûts MOE et AMOE, qui même optimisés, se traduisent en écart significatif quand on les ramène en un coût par compteur.

Les coûts, notamment SI, portent des incertitudes qui pèsent d'autant plus sur une structure de la taille de GEG, que les développements SI occupent une part importante des investissements globaux.

Concernant les externalités positives attendues, nous sommes persuadés que le compteur communicant contribue à la sensibilisation des clients aux économies d'énergies, mais c'est bien une démarche globale incluant une animation et un accompagnement des citoyens qui permet d'envisager atteindre l'objectif ambitieux de 1,5% de MDE.

Q.7

Etes-vous favorable au lancement du déploiement du projet de comptage évolué de GEG ?

GEG est persuadé de l'intérêt des compteurs communicants en appui de la maîtrise de l'énergie et des politiques publiques locales. GEG est aussi consciente des risques associés au déploiement et défend ses spécificités et la légitimité de ses surcoûts qui doivent être pris en compte dans les modalités de suivi de la CRE (régulation incitative) et dans les taux de rémunération des charges de capital.

Par ailleurs le lancement du déploiement sera soumis au GO/NOGO du conseil d'administration de GEG.

2 – MECANISME DE REGULATION INCITATIVE :

Q.8

Etes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de régulation incitative équivalent à celui mis en œuvre pour GRDF ?

GEG est favorable à l'introduction d'un mécanisme de régulation incitative sur les mêmes principes généraux que ceux mis en œuvre pour GRDF, y compris de bonus/malus.

Dans le même temps, GEG a plusieurs fois pointé, y compris formellement devant le collège de la CRE en juin 2017 qu'un travail approfondi était nécessaire avec la CRE à l'automne 2017 pour définir le détail des indicateurs (notamment des indicateurs de performance). Avec l'objectif d'aboutir à un dispositif pertinent mais allégé compte tenu du fait que les ressources de collecte et suivi des indicateurs pourraient rapidement pénaliser et remettre en cause le modèle économique global de GEG, par « effet loupe » de la taille de l'entreprise. A noter que la CRE n'a pas retenu de ressources dans le modèle d'affaires pour collecter et restituer ces indicateurs.

Cette demande semblait avoir été comprise et entendue. Il est regrettable que la consultation publique soit parue avec le détail de cette régulation incitative, sans aucune concertation avec GEG.

Nous demandons à ce que cet échange puisse s'ouvrir où il conviendra de mesurer pour chacun des indicateurs proposés, le ratio « enjeu pour le projet » versus la « facilité à collecter et restituer l'indicateur », dans un échange qu'on espère ouvert.

De manière générale, les principes de régulation incitative qui seront discutés avec GEG n'engageront que GEG, et n'engageront en rien les autres ELD gazières.

Q. 9

Etes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des délais proposé par la CRE pour les ELD ?

Cf réponse à la question Q8

Q. 10

Etes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des coûts proposé par la CRE pour les ELD ?

Cf réponse à la question Q8

Q. 11

Etes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme modérant les pénalités du mécanisme de régulation incitative des délais en cas de dérive conjointe sur les coûts et le calendrier ?

Cf réponse à la question Q8

Q. 12

Etes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative de la qualité de service proposé par la CRE pour les ELD ?

Cf réponse à la question Q8

Q. 13

Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous pour les projets de comptage évolué de REGAZ Bordeaux et GEG dans les conditions envisagées par la CRE ?

Cf réponse à la question Q8

3 – TRAITEMENT TARIFAIRE :

Q. 14

Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'anticiper la prise en compte des coûts des projets de comptage évolué de REGAZ Bordeaux et GEG dans la définition de leur tarif ATRD5 respectif ?

Oui, il est normal que les coûts projet soient couverts par le tarif, comme pour GRDF.

Malgré tout, dans la même logique qui a conduit à définir pour les calculs de VAN un taux d'actualisation de 5,75% (versus 5% pour GRDF), il était logique de considérer une rémunération des charges de capital avec un taux majoré.

Ce n'est pas apparemment pas le cas et nous considérons que ce n'est pas équitable compte tenu des risques augmentés portés par une ELD comme GEG.

Q. 15

Que pensez-vous de l'impact des projets de comptage évolué sur les tarifs ATRD respectifs de REGAZ Bordeaux et GEG ?

Nous considérons que cet impact est raisonnable pour les clients qui pourront en contrepartie bénéficier des économies liées à la MDE, et être facturés au « réel » et non plus sur estimation, premier motif d'insatisfaction client.

